

Entretien de l'hebdomadaire normand « La Manche Libre »
avec Laurent Lafforgue

Quel bilan établissez-vous de l'État de l'éducation nationale ?

J'ai étudié la question en lisant et en recueillant le plus grand nombre possible de témoignages d'instituteurs ou de professeurs. Ce fut une surprise totale. J'ai lu des choses que je n'aurais jamais pu imaginer sur l'état actuel de l'école et sur la manière dont elle a été transformée par les politiques officielles au cours des trois dernières décennies. Cette nouvelle école n'a plus aucun rapport avec celle que j'avais connue dans les années 70-80, qui déjà n'était plus aussi rigoureuse que celle de mes parents. Aujourd'hui, je pense que l'école est entrée dans une spirale non seulement de déclin mais de destruction. De 1880 aux années 60, il n'y avait pas eu de réforme de fond mais seulement des évolutions. Depuis, on a imposé à l'école une série ininterrompue de réformes de plus en plus désastreuses. Après ma démission du Haut Conseil de l'Education, j'ai reçu plus de 800 témoignages qui expriment l'exaspération de très nombreux professeurs et parents d'élèves.

Comment votre nomination au sein du nouveau Haut Conseil de l'Education, que vous avez quitté subitement après neuf jours, avait-elle été décidée ?

Intervenant publiquement sur ce sujet depuis 2004, j'ai vite rencontré de nombreuses personnes et constaté qu'il existe une foule d'associations dénonçant la situation. J'ai été actif avec certaines d'entre elles et nous n'hésitions pas à frapper à la porte des politiques pour les alerter. En septembre, Alain Seban, conseiller pour l'éducation de Jacques Chirac, m'a proposé une place au sein du Haut Conseil.

Vous êtes nommé « membre » et la présidence est confiée à Bruno Racine, normalien et énarque, qui demande rapidement votre démission. Pourquoi ?

L'installation officielle a lieu le mardi 8 novembre et la première réunion de travail est prévue la semaine suivante. Pour la préparer, M. Racine écrit aux huit membres en proposant en particulier de faire appel aux « experts de l'Education nationale ». Je réagis de manière violente dans un courriel. Quelques jours après, à l'issue d'un déjeuner à l'Elysée, le conseiller de Jacques Chirac me demande de le suivre dans son bureau avec M. Racine. Les deux hommes m'exposent l'horrible situation : mon courriel a été diffusé en dehors du HCE et circule déjà dans les bureaux du Ministère. Craignant que mes propos virulents ne créent une ambiance trop tendue, ils me demandent de démissionner.

Avec le recul, que pensez-vous de cet incident ?

Je ne me serais pas exprimé avec tant de violence si j'avais pensé que ce message deviendrait public. Mais il traduit ma pensée et beaucoup de gens se retrouvent dans mes propos. J'ai exprimé une réalité. Sans me substituer aux enseignants dont beaucoup sont des résistants, je souhaite simplement mettre le prestige du prix que j'ai reçu au service du combat pour l'école. La création du HCE par la loi Fillon pouvait permettre de sortir des hiérarques habituels de l'Education nationale et de s'appuyer sur des experts indépendants pour imaginer une autre politique. Puisque les instances dirigeantes sont atteintes de folie collective, on peut vouloir les contourner, à défaut de les renvoyer.

Pourquoi estimez-vous que faire appel aux experts de l'Education nationale serait une erreur ?

Les politiques successives menées par tous les ministères depuis trente ou quarante ans ont été une accumulation d'erreurs graves inspirées par les responsables qui ne changeaient pas avec les ministères (experts, directions ministérielles, instituts de recherche pédagogiques, commissions de programmes...) et des structures totalement perverses, occupées par des gens pour lesquels le savoir n'a pas de valeur. Ces responsables ont conduit l'école au désastre. Nous devons les changer. Les corps d'inspecteurs, par exemple, sont composés dans leur majorité de personnes cooptées et choisies simplement parce qu'elles adhèrent à une certaine vision de l'école qui la détourne de la transmission des connaissances. Ces inspecteurs ont été recrutés parmi les militants de la « nouvelle école » ; ils notent les instituteurs en fonction non pas de la progression de leurs élèves mais de la conformité de leurs méthodes avec les doctrines officielles.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'école aujourd'hui ?

Cela signifie qu'elle est dirigée par des idéologues dangereux. Il suffit de lire leurs livres, par exemple ceux de M. Philippe Meirieu, créateur des IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres). Il n'y est pas question du savoir. Ces idéologues affichent pour l'école de nouvelles priorités : « égalité sociale », « école lieu de vie », « débat démocratique plutôt que leçon magistrale »... On peut noter qu'en détournant l'école de sa raison d'être (instruire), ils ont obtenu un résultat contraire à leur propres objectifs : il n'existe presque plus de promotion sociale par l'école. Ils ont culpabilisé les enseignants et anesthésié l'esprit critique de beaucoup en qualifiant de réactionnaires ceux qui osaient les critiquer.

Pouvez-vous citer quelques exemples d'absurdités de ces nouvelles méthodes ?

Ils me sont fournis par les très nombreux témoignages que je reçois. Dans certains IUFM au moins, on interdit aux futurs maîtres d'utiliser les mots : « orthographe », « vocabulaire », « conjugaison », « grammaire »... Les exercices « scolaires » sont proscrits. On invite les enseignants à ne pas mettre de dictionnaires entre les mains des enfants. La division est enseignée en CM2 sous prétexte que le cerveau des jeunes ne serait pas prêt avant. La littérature est remplacée par des théories littéraires discutables de niveau universitaire, enseignées à des enfants qui n'ont aucune maîtrise de la langue. On interdit les dictées mais on parle aux collégiens de sixième de « schéma actentiel » ! Les problèmes mathématiques du certificat d'études demandaient plus de réflexion que ceux de l'actuel baccalauréat « S ». Tous les fondamentaux sont balayés. Les soi-disant « scientifiques de l'éducation », maîtres des IUFM, enseignent une théorie pédagogique générale sans connaître aucune discipline. Les stagiaires se retrouvent en moyenne entre les mains de formateurs moins qualifiés qu'eux.

Quelle est l'origine de cette idéologie ?

Cette volonté de substituer les méthodes pédagogiques aux contenus prend naissance au début du XXe siècle au Etats-Unis. L'influence en France du suisse Jean Piaget, psychologue de l'enfance, fut grande. Ses travaux sur les processus d'apprentissage de l'enfant ont servi à justifier une doctrine désastreuse mais triomphante aujourd'hui : l'élève devrait construire lui-même son savoir, en dehors de toute transmission.

Quelles ont été les réformes les plus critiquables ?

Toutes les réformes depuis 35 ou 40 ans ont été néfastes, de plus elles se sont inscrites dans un mouvement d'ensemble orchestré par les instances dirigeantes de l'Éducation nationale qui ont bien souvent précédé les lois par des évolutions de fait. On peut citer : la réforme des maths modernes (1971) ; celle du collège unique (1975), mère du « bac pour tous », qui a bouleversé le système en admettant tous les enfants au collège, y compris ceux qui n'avaient pas le niveau pour suivre, et a entamé la baisse générale des exigences ; toutes les réformes de programmes, en particulier les dernières de 1995 et 2002, qui sont toujours allées dans le sens d'une déstructuration de plus en plus grande des contenus ; la loi d'orientation de 1989 qui a signé l'arrêt de mort des Écoles normales déjà détruites de l'intérieur et leur a substitué les IUFM, a supprimé les anciennes filières et a permis que le passage en classe supérieure à certains paliers soit décidé par l'enfant et ses parents. Cette loi de 89 a également créé les ZEP (zones d'éducation prioritaire) qui deviennent des ghettos où les élèves et particulièrement les meilleurs ne peuvent pas étudier comme ils en seraient capables. Je suis contre les enseignements adaptés, je voudrais la même exigence partout. Les évolutions des dernières décennies ont été vendues aux enseignants et à nous tous comme « progressistes » et « modernisatrices » ; personnellement, je les qualifierais d'obscurantistes.

Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas empêché cette dérive ?

Toutes les instances dirigeantes, officielles et syndicales, ont poussé à la roue dans la destruction de l'instruction publique. Les fameux idéologues ont souvent un passé de militants. Des syndiqués m'écrivent qu'ils le sont pour être protégés mais qu'ils ne sont pas d'accord avec la doctrine pédagogique de leurs syndicats. Il y a dévoiement du syndicalisme.

Parmi les témoignages que vous recevez, quels sont ceux qui vous surprennent le plus ?

Ce qui me stupéfie le plus est qu'aucun de ces messages n'aborde en premier le problème de la violence. Cela prouve qu'elle est interprétée comme la conséquence du vide créé par l'abandon des savoirs : la violence se développe dans une école privée de son sens. Des stagiaires d'IUFM me décrivent la formation absurde qu'ils subissent en me demandant de ne surtout pas dévoiler leur nom : ceux qui osent émettre des critiques sont menacés de non-titularisation ou de retenues sur salaires. Je reçois des messages de parents d'élèves qui s'organisent pour fonder leurs propres écoles ou placent leurs enfants dans des écoles privées hors contrat (il en existe 350 actuellement en France). Des gens haut placés au Ministère m'ont écrit sous le sceau de la confidentialité qu'ils étaient d'accord avec mes critiques. Des chefs d'entreprise déplorent que trop de jeunes n'aient plus l'habitude du travail et de la rigueur. Il est pratiquement impossible par exemple de trouver une secrétaire capable d'écrire correctement en français. Un certain nombre d'hommes politiques m'ont contacté. Dans ce combat pour l'école qui dépasse les clivages politiques, on retrouve des gens très différents ce qui prouve qu'un grand nombre de Français sont attachés à une école républicaine fidèle à son principe fondateur : la transmission des connaissances.

Vous estimez qu'il faut réagir vite. Mais comment ?

Il est urgent d'agir mais il ne faut pas croire qu'il est possible de redresser l'école d'un coup. Il faudrait à mon avis remplacer les directions actuelles de l'Éducation nationale en puisant dans le vivier des associations d'enseignants qui depuis des années ont résisté, imaginé les solutions et réfléchi à des programmes structurés, basés sur les fondamentaux. Ce sont les vrais experts capables de sauver l'éducation en reconstituant peu à peu un tissu de bonnes écoles qui feront boules de neige. Tant qu'en France, dans les familles et chez les enseignants,

il subsistera une mémoire de ce qu'était un enseignement rigoureux, le combat ne sera pas perdu.

Pourquoi citez-vous les modèles israéliens et russes ?

Il existe une crise générale de la transmission dans le monde occidental. C'est une crise de civilisation, un doute sur le sens et le contenu de ce qu'il faut transmettre et qui a saisi particulièrement les responsables de l'Education française. Je constate simplement que 30% des mathématiciens créatifs dans le monde sont russes. L'éducation était sans doute ce qui marchait le mieux en Union soviétique. Il est intéressant d'étudier cette école d'ailleurs largement inspirée du modèle d'instruction publique français des années 1880 à 1930 ! En Israël il semble qu'il y ait actuellement un sursaut : en mathématiques par exemple, les israéliens ont recherché les meilleurs manuels disponibles dans le monde, ont conclu que c'étaient ceux de Singapour et les ont traduits.

Que diriez-vous à un enfant qui débute sa scolarité ?

Je ne suis pas père mais j'aurais plutôt envie de m'adresser aux adultes. Ils doivent exercer leurs responsabilités. Il n'appartient pas aux enfants de décider ce qu'il est bon d'apprendre ou pas. La mission d'instruire incombe aux instituteurs et professeurs qui, avec le soutien des parents, doivent les nourrir avec de vraies nourritures intellectuelles. Une école qui instruit rend possible la liberté du futur adulte.

Propos recueillis par Emmanuel Galiero